



COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT

RAPPORT ANNUEL
2015-2016

Le Comité logement Rosemont est un organisme communautaire autonome mis sur pied il y a plus de 35 ans pour défendre et promouvoir les droits des locataires du quartier. L'organisme appuie le développement du logement social, véritable solution à long terme aux problèmes d'habitation de la population.

Le Comité logement Rosemont remercie tous ses bailleurs de fonds en particulier Centraide et le SACAIS.



RASSEMBLER
POUR AIDER • AIDER POUR
RASSEMBLER

*Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales*

Québec 



**COMITÉ LOGEMENT
ROSEMONT**

5350, rue Lafond, Montréal (Québec) H1X 2X2
Téléphone : (514) 597-2581 Télécopieur : (514) 524-9813

info@comitelogement.org
www.comitelogement.org

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA COORDINATION	4
PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT	5
SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE	9
DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL	11
CONCERTATION LOCALE	14
DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS	17
VIE ASSOCIATIVE	25
ANNEXE	31

Afin d'alléger la lecture du présent texte, nous avons utilisé le «Comité» pour le «Comité logement Rosemont».

MOT DE LA COORDINATION

C'est avec la tête haute que le Comité logement Rosemont présente son rapport annuel. Ce document résume les nombreuses activités et réalisations de notre organisme au courant de l'année 2015-2016.

Tout d'abord, l'équipe de travail a dû s'adapter à des changements majeurs avec l'arrivée en poste d'une nouvelle personne à la coordination. Et comme un changement n'arrive jamais seul, deux nouvelles personnes se sont greffées à l'équipe de travail pour occuper les deux postes d'organisation communautaire. Outre les nombreux ajustements que cela entraîne, la formation d'une nouvelle équipe aura apporté une grande bouffée d'air frais à l'organisme.

L'automne 2015 aura apporté des transformations profondes pour un très grand nombre de nos membres, en ce qui a trait à leurs conditions de logement. En effet, certainEs de nos membres et requérantEs se sont vu octroyer un logement dans le nouvel immeuble de l'OBNL *Le Pélican*. Pour ces personnes, aux ressources sévèrement limitées, l'entrée dans un logement social représente un nouveau départ. Les témoignages positifs ont été très nombreux à nous parvenir!

L'alternance au pouvoir à Ottawa aura également nourri de nouveaux espoirs. Nous avons été surprisEs de constater une ouverture dans le dossier du financement à long terme des logements sociaux existants. Tout n'est pas perdu pour les ménages à revenu modeste qui habitent un des 35 coopératives et OBNL de Rosemont dont les conventions arrivent bientôt à échéance.

La décision de Québec de couper dans AccèsLogis a suscité beaucoup de grogne parmi les membres du Comité qui ont participé à de nombreuses actions pour sauver ce programme. Ces coupures arrivent dans un contexte où l'arrondissement démontre une volonté de favoriser le développement de logements sociaux et où, dans Rosemont, plusieurs nouveaux projets de coopératives et d'OBNL pointent à l'horizon comme l'a démontré notre tournée locale des sites potentiels.

Afin d'obtenir un rehaussement du financement des groupes en défense collective des droits le Comité a participé à une campagne qui a culminé sur deux journées de grève du communautaire. Encore une fois, les membres du Comité se sont démarquéEs par leur engagement et leur mobilisation!

L'embourgeoisement de Rosemont et les atteintes aux droits des locataires qui en résultent sont une autre source de préoccupation pour les membres de l'organisme qui ont participé à une recherche sur le phénomène dans le quartier.

J'espère que la lecture de ce rapport vous motivera à vous joindre à nous dans la lutte pour le droit au logement pour toutes et tous! Au plaisir de vous rencontrer lors de l'une de nos nombreuses activités.



Sébastien Laliberté, coordonnateur

PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT

CONTRER LES AUGMENTATIONS DE LOYER ABUSIVES

La campagne d'éducation populaire sur le droit de refuser une augmentation de loyer abusive a encore une fois été menée avec succès en 2015-2016. Cette fois, c'est le secteur situé entre la 38^e et la 44^e Avenue entre St-Zotique et Bellechasse qui a été visé par notre intervention où 2000 dépliantes ont été distribués de porte-à-porte, principalement dans de moyennes et grandes conciergeries. Nous avons également tenu une assemblée publique d'information sur les droits des locataires en matière d'augmentation de loyer le 25 février 2016 dans le cadre du *Mois de la justice* organisé par la Clinique juridique Juripop. Soulignons que 143 locataires nous ont contactés pour effectuer leur calcul d'augmentation de loyer pendant la période de renouvellement des baux.

ACTIVITÉS GRAND PUBLIC

Tout au long de l'année, nous redoublons d'effort pour promouvoir nos services, nos activités, nos campagnes et nos actions. Nous tenons des kiosques d'information, nous visitons des groupes communautaires et des organismes du milieu. Nous diffusons de l'information et appelons les populations à participer à nos activités en affichant dans les espaces publics, en distribuant des tracts et des dépliantes et en faisant du porte-à-porte.

En 2015-2016, nous avons tenu plusieurs kiosques :

- 15, 16 et 17 décembre : Magasin partage ; 330 personnes rejointes
- 12 janvier : École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration (EMICA); 600 personnes rejointes
- 14 janvier : EMICA; 150 personnes rejointes
- 18 janvier : Épicerie solidaire; 10 personnes rejointes
- 9 mars : Clinique d'impôts; 215 personnes rejointes



Kiosque EMICA

ATELIERS DE FORMATION

Traditionnellement, le Comité logement Rosemont offre deux ateliers de formation : *Locataires à vos droits!* et *Le logement social, pour y voir plus clair!* Ces ateliers ont lieu sur place et à l'extérieur.

Une à deux fois par mois, l'atelier sur le logement social est proposé aux nouvelles personnes inscrites sur la liste des requérantEs et aux personnes intéressées par ces types de logement. Ce sont des ateliers participatifs qui suscitent des échanges enrichissants et inspirants. C'est l'occasion pour les participantEs non seulement de s'informer, mais aussi de partager des expériences et

de sortir de l'isolement. Ces ateliers de formation abordent entre autres les thèmes suivants : l'historique des logements sociaux, leurs types, comment y accéder, quels sont les enjeux du développement du logement social. Lui aussi conçu selon le modèle participatif, l'atelier *Locataires, à vos droits! mise sur l'empowerment*. Il permet bien sûr aux locataires participantEs de mieux connaître leurs droits et responsabilités et parfois aussi de défaire certains mythes. Mais, surtout, il donne à ces personnes les outils de base pour faire respecter leurs droits.

Les ateliers de formation sont l'occasion idéale de sensibiliser les personnes au non-respect généralisé des droits des locataires et au non-respect du droit au logement en tant que droit humain. Certaines de ces personnes décident d'adhérer au Comité logement ou encore d'utiliser nos services d'information juridique. Comme mentionné plus haut, les ateliers sont aussi donnés à l'extérieur dans des écoles, des entreprises d'économie sociale et des groupes communautaires qui en font la demande.

En 2015-2016, environ 180 personnes ont assisté à ces ateliers.

PUBLICATIONS



PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DU COMITÉ

- Bulletin d'information des membres *Le Baux Fixes* – 4 parutions
- Cahiers de la Table des requérantEs – 5 éditions
- Articles et calendrier des activités sur le site Internet – mises à jour ponctuelles
- Napperons de l'Assemblée logement – 6

PUBLICATIONS DES PARTENAIRES ET REGROUPEMENTS

- Articles mensuels dans les *Porte-voix*, bulletin de la démarche Décider Rosemont ensemble
- Annonces périodiques dans *Les Brèves*, bulletin mensuel d'information de la Corporation de développement communautaire (CDC) Rosemont
- Annonces périodiques dans le *Journal de Rosemont-La Petite Patrie* et sur *arrondissement.com*

SITE INTERNET ET PAGES FACEBOOK

Site Internet

Le site internet du Comité (www.comitelogement.org)

Mis à jour régulièrement, notre site internet a reçu 8978 visites entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016 pour un total de 25 895 pages consultées.

Page Facebook du Comité logement Rosemont

Le Comité gère une page sur ce fameux média social depuis maintenant trois ans. Cet espace

de diffusion sert à promouvoir les campagnes et activités auxquelles l'organisme participe. Les communiqués de presse, affiches de manifestation et photos des actions y sont publiés. La page compte maintenant 505 mentions « J'aime » et certaines publications rejoignent jusqu'à 800 personnes. Cette page contribue grandement au rayonnement du Comité dans le quartier et au-delà.

Page Facebook « Non à la gentrification de Rosemont »

Cette page est consacrée au phénomène d'embourgeoisement du quartier. Elle rejoint principalement les citoyenNEs que le phénomène intéresse. La page qui compte 160 mentions « J'aime » sert maintenant pour la diffusion des activités en lien avec la Priorité logement de la démarche Décider Rosemont ensemble.

COMMUNIQUÉS DE PRESSE ET AUTRES COMMUNICATIONS

- 7 mai 2015 - Manifestation nationale pour le droit au logement le 21 mai
- 14 mai 2015 - Rosemont-La Petite-Patrie se dote d'une stratégie d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte à l'insalubrité des logements
- 24 août 2015 - Femmes : logement et pauvreté
- 22 octobre 2015 - Le Comité logement Rosemont est en grève, les 2 et 3 novembre pour demander un rehaussement du financement des groupes communautaires
- 10 novembre 2015 - Logement et itinérance : Le Comité logement Rosemont va à Ottawa interpellier Justin Trudeau
- 12 janvier 2016 - Semaine d'actions pour la survie d'AccèsLogis du 18 au 22 janvier
- 6 mars 2016 - Les comités logement de Montréal réclament des terrains et des bâtiments pour le logement social
- 10 mars 2016 - Le Comité logement Rosemont demande à la Ville de Montréal de réserver des terrains pour le logement social

COUVERTURE MÉDIATIQUE

- 14 mai 2015 - Article du journal *Métro* en version électronique sur la stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte à l'insalubrité.
- 19 mai 2015 - Article du *Journal de Rosemont-La Petite-Patrie* en version papier sur la stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte à l'insalubrité.
- 30 juin 2015 - Article du *Journal de Rosemont-La Petite-Patrie* en version papier sur la cession du Centre Alphonse-Desjardins à l'Arrondissement par la CSDM.
- 23 octobre 2015 - Article dans *The Gazette* sur l'offre de copropriétés de luxe dans Rosemont.
- 2 février 2016 - Article du *Journal de Rosemont-La Petite-Patrie* en version papier sur le nouveau projet résidentiel sur l'ancien site de Solotech.
- 6 mars 2016 - Article dans *The Gazette* en version électronique sur la campagne *À Montréal, le logement social c'est vital!* pour une politique d'acquisition et de réservation de terrains.

- 6 mars 2016 – Article dans *Le Journal de Montréal* en version électronique sur la campagne *À Montréal, le logement social c'est vital!*, pour une politique d'acquisition et de réservation de terrains.
- 6 mars 2016 – Article du journal *Métro* en version électronique sur la stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte à l'insalubrité.
- 7 mars 2016 – Article dans *Le Devoir* sur la campagne *À Montréal, le logement social c'est vital!*, pour une politique d'acquisition et de réservation de terrains.
- 7 mars 2016 – Article du journal *Métro* en version papier sur le renforcement de la stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et sur la campagne *À Montréal, le logement social c'est vital!*
- 10 mars 2016 – Article du journal *Métro* en version électronique sur la manifestation pour le logement social dans Angus dans la cadre de la campagne *À Montréal, le logement social c'est vital!*

REPRÉSENTATION AUPRÈS DES ÉLUÉS

- 5 octobre 2015 - Question à la séance du conseil d'arrondissement au sujet du développement du site de la Société de développement Angus (SDA).
- 1er février 2016 - Demande auprès de l'arrondissement dans le but de faire adopter une motion demandant la reconduction du financement du programme AccèsLogis dans le budget provincial.
- 15 février 2016 - Présence à la Table des éluEs regroupant le maire d'arrondissement, les députés provinciaux de Gouin et de Rosemont, les députéEs fédéraux de Rosemont et de Hochelaga Maisonneuve, présentation de la version renforcée de la Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et bilan de la lutte à l'insalubrité.
- 17 février 2016 - Rencontre avec Carole Poirier porte-parole de l'opposition officielle en matière d'habitation lors de sa tournée prébudgétaire. Discussion autour de l'avenir du programme AccèsLogis.
- 7 mars 2016 - Question à la séance du conseil d'arrondissement sur l'application de la version renforcée de la Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables.
- 29 mars 2016 - Présence à la consultation publique sur le développement sur le site d'Alcantara.

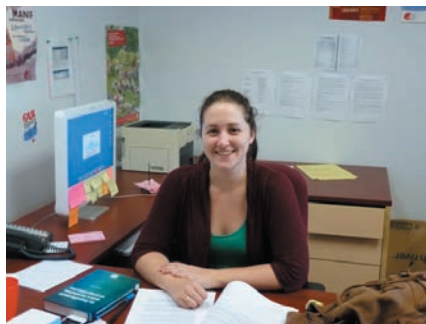
SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE

DISPONIBILITÉ DU SERVICE ET RESSOURCES HUMAINES

Le service d'information juridique a été accessible gratuitement du lundi au jeudi pour un total de 28 heures par semaine. Le travail a été assumé à temps plein par un employé salarié et par deux stagiaires en droit de l'Université de Montréal à raison d'une journée par semaine chacune.



Fanny Gaudreault-Villemur



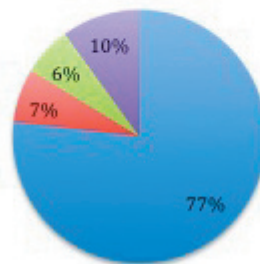
Virginie Gagnon-Dubreuil

L'ACHALANDAGE ET LES DIFFÉRENTS SERVICES OFFERTS

Le service d'information téléphonique sur les droits et obligations des locataires a reçu entre environ 5000 appels et 213 locataires se sont prévalués d'un rendez-vous personnalisé en 2015-2016. L'aide à la rédaction d'une mise en demeure compte pour 77 % des interventions, tandis que 7 % des locataires ont demandé une rencontre pour préparer leur audition à la Régie du logement. Notons que 16 % des locataires ont obtenu un rendez-vous pour des motifs divers : répondre à une lettre de leur propriétaire, obtenir des lettres ou des formulaires types, demander des clarifications et des conseils suite à la réception de documents légaux. Nous avons également répondu à 87 demandes d'informations par courriel.

Rendez-vous personnalisés

- Mises en demeure
- Préparations à l'audition
- Réponses au propriétaire
- Conseils sur la procédure



LES PRINCIPAUX LITIGES RENCONTRÉS

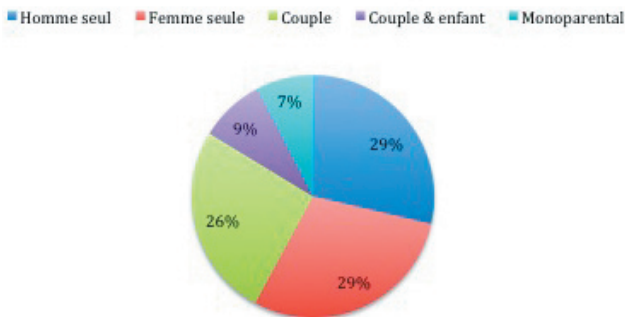
Le refus ou la procrastination des propriétaires à effectuer des travaux au logement des locataires a représenté 23 % des litiges. Suivent les troubles de voisinage et les problèmes de bruit excessif avec 18 %, les reprises de logement (15 %), la présence de vermine au logement (12 %), le

harcèlement (11 %), la présence d’humidité excessive et de moisissures (7 %) et le chauffage déficient (5 %). Les problèmes divers (paiement du loyer, cession de bail et sous-location, accès au logement par le locateur, etc.) comptent pour 9 % de l’achalandage.

LES TYPES D’USAGÈRES ET D’USAGERS DU SERVICE

Les locataires vivant seulEs sont largement majoritaires à utiliser le service dans une proportion de 58 %. Viennent ensuite les couples sans enfant (25 %), les couples avec enfants (9 %) et les familles monoparentales (8 %). Quant au profil socio-économique des locataires, les salariéEs sont majoritaires (42 %), suiviEs par les pensionnéEs (33 %), les sans-emploi (22 %) et enfin les personnes itinérantes (2 %). Les locataires qui ne sont pas éligibles à l’aide juridique représentent 72 % des usagères et usagers du service. Notons que 68 % des usagères et usagers du service étaient d’origine culturelle québécoise francophone en 2015-2016.

Profil des ménages



DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

LE PÉLICAN

Le 15 septembre 2015 a été un grand jour pour les 179 ménages locataires en attente pour un logement social dans Rosemont. C'est à partir de cette date que les locataires sélectionnés pour un logement dans ce projet en formule organisme à but non lucratif (OBNL) ont commencé à investir l'immeuble nommé *Le Pélican*. Pour de nombreuses personnes, l'entrée dans un de ces logements représente une amélioration substantielle de leur qualité de vie. En effet, peu de ménages à revenu modeste ont accès à un logement neuf à un prix qu'ils peuvent payer sans devoir couper dans les autres postes budgétaires!



L'organisme a grandement contribué à la réalisation de ce projet. Trois membres du Comité ainsi qu'une personne de l'équipe de travail ont siégé au conseil d'administration (CA). Ces personnes ont assisté à huit rencontres du CA et à deux assemblées générales. Elles ont participé à divers comités de travail pour la sélection, la mise en marché et le suivi du chantier. Le comité de sélection a organisé quatre rencontres de groupe pour informer les locataires sélectionnés, pour faire le choix du logement et pour la signature des baux. Douze membres du Comité ont été formés pour conduire les entrevues de sélection qui se sont poursuivies jusqu'au mois de novembre 2015.

Une campagne de mise en marché a été élaborée afin de faire connaître ce projet auprès de la population aînée de Rosemont non inscrite sur la liste de l'organisme. Vingt-cinq membres du Comité ont participé à cette campagne qui s'est concrétisée à travers les moyens de communication suivants :

- Création d'outils de communication sous forme de tracts et de dépliants.
- Distribution porte-à-porte.
- Distribution lors de ventes de trottoir et autres événements publics.
- Kiosque au CLSC de Rosemont pour informer les intervenantEs auprès des aînéEs.
- Mise en ligne d'un site Internet.
- Diffusion d'information auprès des organismes communautaires du quartier.
- Organisation de journées portes ouvertes.

SITE ALPHONSE DESJARDINS

Ce site situé dans l'Est de Rosemont et appartenant à la CSDM pourrait accueillir le développement d'un projet de logements sociaux pour familles. La CSDM a tenu des discussions avec la Ville

de Montréal autour de la vente éventuelle du site et du bâtiment. Le Centre aurait conservé sa vocation d'offre de loisirs et de vie communautaire. Le reste du site aurait accueilli des infrastructures collectives dont du logement social. Mais récemment, devant le manque de locaux pour desservir la population grandissante d'enfants en âge scolaire, la CSDM a décidé de réserver le site afin de répondre à ses propres besoins en infrastructure.

SITE DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ANGUS

La SDA compte développer un projet résidentiel, commercial et institutionnel sur le dernier site d'envergure du secteur de l'ancienne usine Angus. À terme, ce sera plus de 500 unités de logements qui y seront construites. Il est décevant de voir que la SDA compte s'en tenir au strict minimum en incluant seulement 20 % de logements sociaux dans son projet. Néanmoins, un projet de 100 unités verra le jour sur ce site.

SITE DE SOLOTECH

L'ancienne usine a été démolie et le nouvel acquéreur du site y projette un développement résidentiel de 200 unités de logements privés pour familles. La Ville de Montréal a déposé une hypothèque légale sur une portion du site afin de s'assurer qu'il servira au développement du logement social.

LES PROJETS EN DÉVELOPPEMENT

LA COOPÉRATIVE D'HABITATION ROSE-MAIN

Depuis cette année, le groupe des membres fondatrices de la coop va développer son projet de logements sociaux sur deux sites :

Le site RONA

Depuis 2013, le projet de coopérative d'habitation familiale Rose-Main (63 unités, au coin des prolongements projetés de la rue Gilford et de la 2^e avenue), porté par le comité des fondatrices et le groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son quartier (BSQ) avançait rapidement jusqu'à ce qu'en 2015, le promoteur Axxco-Angus change d'avis et décide du jour au lendemain de ne plus vendre selon les termes de l'offre d'achat. Suite à ce revirement de situation, le projet est depuis bloqué. Enfin mi-janvier, le comité fondateur a eu des nouvelles qui ne sont malheureusement pas rassurantes et les procédures avancent très lentement. En définitive, c'est un juge qui tranchera tout de suite le dossier. Malgré ces mauvaises nouvelles, on ne se laisse pas décourager! Le comité fondateur de Rose-Main a décidé à l'unanimité de prendre en charge le nouveau projet de coopérative sur le site d'Alcantara. Rappelons que le comité des fondatrices est composé de trois membres du comité des résidentEs du projet Sur La Main et de quatre personnes de la liste des requérantEs du Comité logement Rosemont.

LE SITE D'ALCANTARA

En janvier 2016, le GRT Bâtir son quartier a proposé aux membres fondatrices de la coopérative

Rose-Main de porter le développement de la coop sur un autre site. Situé sur la rue Sherbrooke, près du magasin Canadian Tire, le site de l'ancien fleuriste d'Alcantara sera bientôt redéveloppé par le même promoteur qui a développé 350 condos de luxe sur le terrain du Centre Préfontaine, le groupe Rachel-Julien. Cette fois-ci, il a respecté la stratégie d'inclusion de la Ville de Montréal. Une coopérative d'habitation familiale de 40 unités y sera construite. Une membre de l'équipe du Comité accompagnée de membres et militantEs ont d'ailleurs participé à la consultation publique de l'arrondissement Rosemont-La Petite Patrie sur ce projet.

LES REQUÉRANTES POUR UN LOGEMENT SOCIAL

Les conditions socioéconomiques des ménages locataires du quartier se dégradent d'année en année. Parallèlement, les prix des logements dans Rosemont augmentent continuellement, dans ce quartier aux prises avec le phénomène de la gentrification. Il va sans dire que le nombre de ménages locataires rosemontois à la recherche d'un logement social est toujours en hausse. Ces personnes peuvent s'inscrire sur la liste des requérantEs en logement social du Comité logement Rosemont. Deux OBNL d'habitations du quartier utilisent cette liste pour effectuer la sélection de leurs locataires : les Habitations communautaires Loggia et Les Habitations Pélican. Parfois, les coopératives contactent également le Comité pour sélectionner des membres parmi ses requérantEs. Depuis septembre 2015, plus de 100 ménages requérants ont déménagé dans le projet Le Pélican.

Cette année, le Comité a réalisé la mise à jour de cette liste. Pendant plus de deux mois, une membre de l'équipe a contacté chaque requérantE par téléphone pour actualiser son dossier. Ainsi, le nombre de requérantEs est passé de 1566 à 1066. Cette différence s'explique par les éléments suivants : des ménages ont trouvé un logement social, des ménages ont déménagé ailleurs, des ménages ne sont plus intéressés, etc. Ce travail minutieux a permis d'avoir un aperçu plus précis des requérantEs et de leurs besoins. Néanmoins, le profil de ceux et celles-ci reste sensiblement le même que l'année dernière sauf une très légère hausse du nombre des ménages sans enfant. Fait significatif, les nouvelles requêtes ont, elles, presque doublé en un an pour atteindre 24 %. Cette augmentation nous indique que les problèmes de logement des ménages locataires sont loin de se résorber dans Rosemont.

Profil des requérantEs

Ménages sans enfants	643	60 %
Petites familles	276	26 %
Grandes familles	147	14 %
Nombre total	1 066	100 %
RequérantEs éligibles à une subvention	894	84 %
Nouvelles requêtes en 2015-2016	255	24 %

CONCERTATION LOCALE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT

Le Comité a contribué à la vie associative de la Table de quartier et a participé aux activités concertées.

LES ACTIVITÉS RÉGULIÈRES ET ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX :

Concerto Expresso

Cette rencontre mensuelle favorise les échanges et le réseautage entre les organismes membres de la CDC. Les éluEs des trois paliers de gouvernement sont présentEs à ce lieu de concertation locale. Une personne de l'équipe de travail a participé à neuf de ces rencontres. Les personnes présentes ont été informées des différentes campagnes et activités auxquelles le Comité logement participe :

- Protection du parc locatif
- Hausse de loyers
- Grève sociale pour le financement du communautaire
- Lutte à l'austérité
- Campagne pour une réserve de terrains et de bâtiments
- Campagne *Le logement, un droit!*
- Sauvons AccèsLogis
- Portes ouvertes à *Pélican*

Débat électoral

Lors de la dernière campagne électorale fédérale, la Table de quartier a invité les candidatEs des principales formations politiques à venir parler de leurs engagements. Sept membres du Comité ont profité de l'occasion pour questionner les différents partis sur deux enjeux majeurs concernant le logement social : le financement fédéral des logements sociaux existants au-delà des conventions d'exploitation et le financement du développement de nouveaux logements sociaux pour les milliers de mal-logéEs.

Formation par les pairs

Ces séances de formation permettent aux intervenantEs du Centre Lapalme d'apprendre les unEs des autres. Cette année, cette belle communauté d'apprenantEs a abordé un incontournable dans nos organisations: les réseaux sociaux. Une membre de l'équipe du Comité a participé et contribué à 4 rencontres.

Comité de cohabitation

Ce comité traite des questions relatives à la cohabitation des 23 groupes communautaires situés au Centre Laplame. Une membre de l'équipe du Comité a participé aux 2 rencontres.

Le projet Sur la Main

Le Comité a poursuivi son soutien à ce projet de lutte à l'exclusion sociale et à la pauvreté. La coordination du Comité a siégé au Comité des partenaires lors de cinq rencontres afin d'assurer la bonne conduite et le suivi du projet Sur la Main. Le projet a connu une période creuse de quelques mois, faute de financement. Une nouvelle agente de milieu a été embauchée à l'été 2015 pour accompagner les citoyenNEs du secteur lors des activités visant l'amélioration des conditions de logement, l'employabilité et les loisirs pour les enfants. À la demande du Comité des résidentEs, le Comité a organisé dans les locaux du projet une séance d'information sur les droits des locataires.

La Fête de la famille

Le 23 mai 2015, le Comité a organisé une activité d'éducation populaire pour sensibiliser les familles de Rosemont au droit au logement.

Magasin Partage de Noël

Du 14 au 18 décembre, des membres du Comité ont contribué à la distribution de paniers de nourriture. Le Comité a distribué des tracts auprès des 330 ménages bénéficiaires pour promouvoir la protection du parc locatif.



Fête de la famille 2015

Assemblée générale annuelle

Le Comité a participé à l'AGA le 23 septembre suivie du 5 à 7 de la rentrée.

Clinique d'impôts

Le Comité a participé aux 4 rencontres préparatoires du collectif responsable de l'organisation de la clinique d'impôts. Le Comité logement a profité de la journée d'inscription le 9 mars 2016 pour diffuser l'information sur les hausses de loyer auprès des 215 ménages à faible revenu du quartier qui ont utilisé ce service.

BÂTIR ROSEMONT PAR L'INNOVATION ET LA CONCERTATION

L'instance locale de concertation dont le mandat est de promouvoir le développement du logement social dans Rosemont est composée de sept organismes, dont le Comité représenté par son coordonnateur. En plus de tenir des rencontres mensuelles régulières, un comité de

coordination (COCO) se réunit entre les rencontres régulières pour mettre en oeuvre le plan d'action. Le BRIC constitue l'assemblée de sous-secteur pour le Groupe de ressources techniques Bâtir son quartier (BSQ). Par conséquent, une personne est nommée par la Table pour représenter Rosemont au conseil d'administration de BSQ. Ce mandat est assumé par le coordonnateur du Comité logement.

- Rencontres régulières du BRIC : 7
- Rencontres du COCO : 2
- Rencontres du conseil d'administration de BSQ : 7
- Assemblée générale de BSQ : 1

HABITATIONS COMMUNAUTAIRES LOGGIA

Le Comité dont la mission est de supporter les projets de logements sociaux en développement a joué un rôle prépondérant dans la mise en place et le développement de cet OBNL d'habitation. Maintenant que l'organisme est consolidé et vole de ses propres ailes, les membres du Comité ont voté lors de l'Assemblée générale annuelle de juin 2015 pour un retrait progressif du conseil d'administration de l'OBNL. Le coordonnateur et une représentante des requérantEs ont siégé au CA et au comité de gouvernance. Des changements aux règlements généraux ont été apportés pour redéfinir la composition du CA et la nature de l'affiliation à Loggia-Pélican.

- Rencontres du conseil d'administration : 6
- Rencontres du comité de gouvernance : 2
- Assemblée générale : 1
- Assemblée générale de Loggia-Pélican : 2

LES ENJEUX DE SALUBRITÉ ET DE SÉCURITÉ

Depuis quelques années, nous constatons une ouverture politique visant à améliorer le bilan de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie en matière de salubrité des logements par l'administration actuelle. Le 15 février 2016, le Comité a participé à une rencontre réunissant les éluEs des trois paliers de gouvernement, le maire, des représentantEs des CIUSSS, de la table sectorielle et du Comité logement de La Petite-Patrie. Nous avons soumis nos critiques et recommandations à cette coalition, entre autres pour une application rigoureuse du *Règlement sur la salubrité et l'entretien des logements*. La coalition a entendu les demandes des deux comités logements de l'arrondissement et deux sous-comités de travail ont été créés pour réaliser les objectifs déterminés lors de ces rencontres.

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

REGROUPEMENTS NATIONAUX

LE REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC

Vie associative

Maintenir une participation active et s’impliquer dans les différentes instances du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) afin de faire valoir nos revendications et faire avancer les dossiers politiques est une constante annuelle et l’année 2015-2016 n’y a pas fait exception. Nous avons participé à quatre rencontres de l’instance exécutive du RCLALQ, le Comité permanent pour le droit au maintien dans les lieux. Ces réunions visaient à organiser les diverses activités votées lors des assemblées générales du 14 mai 2015, du 16 et du 17 septembre 2015 et du 28 janvier 2016 auxquelles nous étions également présents.

Groupes de Montréal du RCLALQ

Cette année, le Comité a participé et contribué à 2 rencontres des groupes de Montréal du RCLALQ. Ce comité a pour mission de coordonner les actions et les dossiers des différents arrondissements en matière de lutte à l’insalubrité et de protection du parc locatif.

En matière d’insalubrité, on constate que les situations sont très inégales d’un quartier à l’autre et qu’il existe une très grande disparité entre les arrondissements concernant l’accès aux rapports des inspecteurs. Alors que certains y ont accès de façon quasi automatique, d’autres y ont très difficilement accès. On attend encore un rapport d’inspection standardisé et informatisé de la Ville-Centre. Affaire à suivre en 2017!

On est aussi très préoccupéE par l’explosion du phénomène Airbnb à Montréal. Ce qui est vu comme une simple économie de partage par les différentEs éluEs a pourtant de lourds impacts sur les conditions de vie des locataires : perte de la jouissance paisible des lieux, troubles de voisinage, augmentation des loyers, multiplication des évictions, érosion du parc locatif, etc. Aucun cadre législatif n’est encore adopté pour réglementer son utilisation, mais les groupes de Montréal comptent suivre ce dossier de près.



Manifestations et actions

- 10 décembre 2015 - Conférence de presse sur les reprises de logements: 8 personnes
- 24 avril 2015 - Manifestation nationale de la « Journée des locataires » tenue à Québec : 20 personnes
- 4 juin 2015 - Tournée Montréal insalubre : 3 personnes
- 20 janvier 2016 - Action à Châteauguay pour un contrôle des loyers: 6 personnes
- 24 avril 2016 - Conférence de presse à MOnttréal pour dénoncer les reprises et les évictions : 2 personnes

LE FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN

Vie associative

Le Comité a participé activement aux assemblées générales du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) qui ont eu lieu en septembre et novembre 2015 et janvier 2016. Ces assemblées sont des moments forts de la vie associative du FRAPRU. À chaque assemblée, une délégation formée de militantEs, de membres de l'équipe de travail et du conseil d'administration a représenté le Comité.



Délégation du Comité

Congrès

Lors du 35^e Congrès du FRAPRU tenu sur le campus de l'Université Laval à Québec, le Comité était représenté par deux militants et un membre de l'équipe de travail. La campagne *Le logement, un droit!* a été reconduite pour une deuxième année. Cette campagne cible les deux paliers de gouvernement supérieur pour obtenir des engagements significatifs en faveur du développement du logement social et de la poursuite du financement au-delà des conventions d'exploitation. À ces priorités se sont ajoutées la lutte à l'austérité et la demande de rehaussement du financement de l'action communautaire et de la défense collective des droits.

La campagne *Le logement, un droit!*

La première année de la campagne a culminé avec l'organisation d'un camp à durée indéterminée au centre-ville de Montréal. Bien que l'installation d'un campement n'ait pas été tolérée par les autorités municipales, cette activité aura permis de ramener les trop nombreux problèmes des mal-logéEs sur l'avant-scène médiatique. Une série de capsules vidéo pour diffusion en ligne a également été produite. Une militante et bénévole du Comité a livré un témoignage percutant lors du tournage d'une capsule en avril 2015. Une grande manifestation s'est tenue à Ottawa en mars et à Westmount juste avant le dépôt des budgets de Québec et d'Ottawa pour rappeler l'importance d'investir dans le logement social.

Groupes de Montréal membres du FRAPRU

Les groupes membres du FRAPRU de Montréal se réunissent pour discuter des enjeux propres à la métropole. Deux membres de l'équipe de travail se sont relayés pour assister aux quatre rencontres et participer aux deux comités de travail mis en place pour préparer un argumentaire et du matériel visuel pour la campagne *À Montréal, le logement social c'est vital!* Le coordonnateur du Comité a été porte-parole pour le lancement médiatique de cette campagne le 6 mars 2016. Le Comité a organisé une manifestation locale dans le cadre de cette campagne sur le site de la SDA pour réclamer que la Ville de Montréal adopte une politique d'acquisition et de réservation de sites pour le logement social. Plusieurs autres comités logement ont témoigné de leur solidarité en se joignant aux militantEs du Comité pour cette action qui s'est déroulée le 10 mars.

Comité Femmes du FRAPRU

Le Comité Femmes du FRAPRU est né en 2000 d'une initiative des militantes du regroupement. Le Comité est non-mixte (seules des femmes peuvent y participer) et toutes les femmes s'impliquant au sein des groupes membres du FRAPRU, militantes, bénévoles et travailleuses, sont invitées à s'y joindre. Une déléguée du Comité logement a participé et contribué aux deux rencontres du Comité Femmes de cet hiver.

Le Comité Femmes a accompli de belles réalisations cette année. Il a tout d'abord mis sur pied le Comité des *SentinelLes*. Ce comité est composé de personnes qui ont à cœur le bien-être et le respect de toutes les personnes qui participent aux instances, activités et actions du FRAPRU. Ces personnes s'y impliquent sur une base volontaire, sans position d'autorité. Le mandat des *SentinelLes* est de garder un œil ouvert à l'égard de certains comportements problématiques, de recevoir des commentaires et d'intervenir au besoin pour rappeler à toutes les personnes présentes les principes du Code de vie. Le Comité est finalement un outil de référence, d'accompagnement et de soutien.

Le Comité Femmes a aussi produit un « Zine » (une publication) afin d'illustrer le travail effectué lors des ateliers sur le consentement et pour l'adoption du Code de vie en 2014-2105.

AUTRES LUTTES SOCIALES

LA COALITION OPPOSÉE À LA TARIFICATION ET À LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS

La Coalition Main Rouge est un regroupement d'organismes qui lutte pour plus de justice sociale en réclamant une meilleure répartition de la richesse. La Coalition dénonce l'austérité budgétaire imposée à la population dont les ménages à faible et modeste revenu sont les premiers à faire les frais. Une journée de grève sociale a été organisée le 1^{er} mai 2015. Plusieurs membres du Comité ont participé ce jour-là aux activités d'éducation populaire tenues au centre-ville



de Montréal pour dire non à l'austérité, et oui à la redistribution de la richesse. En novembre le Comité a mobilisé une délégation de ses membres pour participer à une manifestation contre le saccage austère des services publics et des programmes sociaux et l'augmentation des inégalités sociales. Une semaine d'actions pour un meilleur partage de la richesse au Québec a été organisée en février 2015 pour exiger que le budget du Québec comprenne des mesures qui vont chercher l'argent là où il se trouve.

Manifestation de la Coalition Main Rouge

- 1er mai 2015 - Journée de grève Refusons les politiques d'austérité et exigeons une fiscalité juste: 7 personnes
- 28 novembre 2015 - MARCHONS ENSEMBLE contre le saccage et pour une réelle redistribution de la richesse:10 personnes
- 22 février 2016 - Semaine d'actions dérangeantes pour un meilleur partage des richesses : 8 personnes

LA COALITION OBJECTIF DIGNITÉ

Attaque à l'aide sociale : une lutte de plus!

En novembre 2015, le gouvernement Couillard déposait le projet de loi 70 (PL70) à l'Assemblée nationale. Ce projet veut imposer aux personnes sans contrainte sévère à l'emploi qui font une première demande d'aide sociale, des mesures d'employabilité obligatoires sous peine de réduction de leur chèque déjà indécemment de 623 \$ par mois. Une coalition nommée Objectif dignité, regroupant près de 300 organismes communautaires, s'est rapidement formée pour s'opposer à ce projet de loi.

À Montréal, nous avons rendu visite à la ministre Dominique Anglade, ministre de l'Économie, à ses bureaux de députée dans la circonscription de Saint-Henri Sainte-Anne.

RODCD

Dehors contre l'austérité!

Cette année, le Regroupement des organismes en défense des droits (RODCD) et ses membres se sont mobilisés de façon historique et ont déposé une pétition à l'Assemblée nationale le 18 septembre 2015 afin de dénoncer ce sous-financement chronique. Les 2 et 3 novembre dernier, 1300 organismes de partout à travers la province ont posé un geste sans précédent en se déclarant en grève, en fermant leur porte ou en interrompant leurs services. Le Comité logement Rosemont n'a pas manqué de se joindre au mouvement en fermant ses portes pour faire du tractage sur la



rue Masson et participer à la Commission populaire sur l'Action Communautaire Autonome le 2 novembre à Montréal. Le 3 novembre, une quinzaine de militantEs du Comité ont pris la rue avec des milliers d'autres pour dénoncer le sous-financement du communautaire et les compressions budgétaires dans les services publics.

Devant cette mobilisation d'envergure, le gouvernement a reconduit les protocoles de financement des organismes en défense collective des droits pour les trois prochaines années. Toutefois, sur la question du rehaussement du financement, les groupes déplorent que l'enveloppe n'ait été ni augmentée, ni indexée et qu'aucune somme n'ait été dégagée pour le financement des groupes en attente d'un premier financement. La lutte continue!

MANIFESTATIONS ET ACTIONS

LOCALES

23/05/2015	Fête de la famille	3 personnes
02/11/2015	Tractage Grève du communautaire	3 personnes
10/03/2016	Tournée des terrains vacants et manifestation sur le site de la SDA	85 personnes



Tractage sur Masson



Manif sur le site de la SDA

RCLALQ

24/04/2015	Manifestation nationale « Journée des locataires » à Québec	20 personnes
10/12/2015	Conférence de presse sur les reprises	7 personnes
20/01/2016	Manifestation au bureau du ministre Moreau à Châteauguay	6 personnes



Tournée Montréal insalubre



Rassemblement, bureau du ministre Moreau

FRAPRU

21/05/2015	Manifestation nationale « Un logement, un droit! » pour l'ouverture du Camp	21 personnes
21 au 24/05/2015	Camp du FRAPRU à Montréal	7 personnes
24/09/2015	Manifestation au bureau de Thomas Mulcair	2 personnes
05/10/2015	Rassemblement au bureau du ministre Moreau à Châteauguay	6 personnes
20/11/2015	Manifestation nationale à Ottawa	25 personnes
18/01/2016	Occupation du bureau du député Marc Tanguay à Anjou	6 personnes
21/01/2016	Occupation de la Tour de la Bourse à Montréal	1 personne
02/03/2016	Action dérangeante Bombardier à Montréal	5 personnes
07/03/2016	Manifestation pour le lancement de la Campagne pour une réserve de sites dans Hochelaga-Maisonneuve	4 personnes
17/03/2016	Manifestation « Un logement, un droit! » à Westmount	13 personnes

AUTRES MANIFESTATIONS

02/04/2015	Manifestation nationale contre l'austérité de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) à Montréal	9 personnes
30/09/2015	Journée de perturbation à Québec contre l'Austérité	3 personnes
07/10/2015	Soirée de débat électoral pour les élections fédérales	7 personnes

17/10/2015	Marche mondiale des Femmes à Trois-Rivières	3 personnes
28/11/2015	Manifestation de la Coalition Main Rouge	15 personnes
10/02/2016	Manifestation contre le projet de loi 70	3 personnes
22/02/2016	Manifestation de la Coalition Main Rouge	8 personnes



Action dérangeante Bombardier



Manif, Coalition Main Rouge



Manifestation du communautaire



Occupation, Tour de la Bourse

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

La Marche mondiale des femmes est un rendez-vous féministe international ayant lieu tous les cinq ans. Le dossier noir « Femmes et logement » a été présenté lors de l'Assemblée logement du 1^{er} octobre. Malgré une égalité de droits entre les femmes et les hommes, les inégalités persistent dans la réalité et elles se manifestent par une plus grande pauvreté des femmes et un plus grand déni de leur accès à un logement décent, sécuritaire et accessible.

Le 17 octobre dernier, les femmes de partout à travers la province se sont réunies à Trois-Rivières pour la clôture de la Marche mondiale des Femmes. Ici comme ailleurs dans le monde, des

milliers de femmes étaient en marche. En marche pour l'égalité, la justice sociale, l'élimination de la pauvreté et pour dénoncer l'austérité qui affecte encore et toujours plus les femmes. Une délégation de trois femmes du Comité a participé à cette action politique féministe forte.

APPUIS ET DÉNONCIATIONS

LE COMITÉ LOGEMENT A :

Mai 2015	Dénoncé la suspension d'enseignantEs du CÉGEP de Rosemont suite à la grève sociale du 1 ^{er} mai 2015.
Mai 2015	Fait une demande d'appui auprès du député de Rosemont pour un financement à la mission du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ).
Mai 2015	Appuyé la campagne du RODCD pour un rehaussement du financement des organismes en défense collective des Droits en écrivant au ministre Hamad.
Mai 2015	Envoyé une lettre au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour demander le retour des protocoles de trois ans pour la défense collective des droits.
Mai 2015	Fait une demande de résolution auprès de la Ville de Montréal pour sauver Postes Canada.
Août 2015	Envoyé une lettre à l'Ambassadeur de France au Canada en soutien aux familles expulsées ou menacées d'expulsion de la Place de la République à Paris.
Septembre 2015	Fait une demande de consultation générale sur le projet de loi 56 sur la transparence en matière de lobbyisme et intérêt à participer à la consultation.
Septembre 2015	Appuyé la demande de subvention par le chercheur Louis Gaudreau, du département de travail social de l'UQÀM, pour la réalisation d'une étude sur les acteurs du développement immobilier et leurs stratégies d'investissement.

VIE ASSOCIATIVE

LES MEMBRES

Au 31 mars 2016, le Comité logement compte 463 membres en règle dont 295 régulières et 168 membres sympathisants.

86 personnes ont adhéré au Comité au cours de l'année 2015-2016.
274 membres ont une requête active pour un logement social dans Rosemont.
86 membres ont participé à l'Assemblée générale annuelle le 10 juin 2015.



ACCUEIL DES NOUVELLES ET NOUVEAUX MEMBRES

Un *Baux Fixes* de bienvenue destiné aux nouvelles personnes adhérant au Comité a été publié afin d'informer les membres sur la mission, les valeurs et l'historique de l'organisme. Ce document présente les services offerts et les activités organisées par le Comité. Il définit l'implication des membres bénévoles et militantEs. *Le Baux Fixes* de bienvenue comprend également des témoignages de membres de longue date dont certainEs habitent maintenant un logement social. Les structures démocratiques y sont expliquées ainsi que le travail du Comité avec ses regroupements et la concertation locale. Bien sûr, le code de vie de l'organisme figure sur cette publication. *Le Baux Fixes* de bienvenue est un outil qui permet réellement aux nouvelles et nouveaux membres de bien comprendre leur engagement et celui de l'organisme.

le Baux Fixes

Le *Baux Fixes* de bienvenue s'adresse aux nouvelles et nouveaux membres du Comité logement Rosemont. En parcourant ce bulletin spécial vous découvrirez la riche histoire du Comité, ses valeurs et sa mission, ses services, ses activités sociales et militantes, ses partenaires et surtout ses membres qui sont à la base de tout ce que le Comité entreprend. En devenant membre, vous avez choisi de faire la différence, d'opter pour le changement et de vous engager pour l'amélioration des conditions de vie des locataires de Rosemont.



Fondé en 1977, le Comité logement Rosemont est une organisation positive qui œuvre à la défense et à la promotion des droits des locataires, au développement de logement social et à l'amélioration de la qualité de vie du quartier. Organisme sans but lucratif fort de ses 463 membres et sympathisantEs, le Comité logement Rosemont a une vision associative d'entraide et de participation collective, le respect de la diversité et la coopération.

Le développement de logement social étant la seule véritable solution à long terme au problème d'habitation pour la population, le Comité contribue depuis sa fondation au développement de certains d'usages de logement social dans le quartier, principalement des coopératives d'habitation et des logements sociaux gérés par des organismes à but non lucratif (OBNL). Nous sommes un membre actif du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), regroupement de ménages requérants desant vivre en logement social. Nous sommes également membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), regroupement de ménages requérants desant vivre en logement social. Nous sommes également membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), regroupement de ménages requérants desant vivre en logement social.

Chaque année, de 300 à 500 personnes utilisent nos services d'information et de références juridiques sur tout ce qui concerne le logement. Ces services sont gratuits et il suffit de communiquer par téléphone pour prendre rendez-vous. Le Comité logement organise également des ateliers de formation gratuits pour expliquer en détail différents aspects des droits des locataires, tant aux locataires qu'aux groupes, associations ou institutions qui en font la demande. Nous publions un large éventail de documents d'information concernant des problèmes fréquemment rencontrés par les locataires. Le Comité logement est membre actif du regroupement des comités logement et associations de locataires de Québec (RICAL), regroupement phare relativement à la défense des droits des locataires, principalement au niveau local privé.

COMMUNICATIONS

Courriels, appels téléphoniques et courriers, nous avons continué à diversifier nos communications avec les membres pour les invitations aux activités selon le choix de la ou du membre. Le bulletin de nouvelles de l'organisme est maintenant envoyé par courriel à une centaine de membres.

LES MILITANTES ET LES BÉNÉVOLES

RECONNAISSANCE

L'année a été marquée par l'engagement exceptionnel d'une cinquantaine de membres du Comité logement Rosemont. Actions, activités, représentation, ces membres bénévoles et militantes engagées font la différence. C'est en grande partie grâce à ces personnes que l'organisme peut mener à bien sa mission pour la défense collective et individuelle des droits des locataires, pour le développement du logement social et pour la justice sociale. Chaque année, ces membres hors pair sont invités à une soirée de reconnaissance de leur engagement, un temps pour socialiser et se rappeler les aventures de l'année écoulée. Nous tenons à remercier nos bénévoles téléphonistes, postières et postiers, cuisinières et cuisiniers ! Nous remercions également les militantes qui ont répondu présentes aux manifestations, aux manifactions, aux occupations, aux AGA, aux conseils d'arrondissement, etc. Et bien sûr, un grand merci aux membres du Conseil d'administration.



ENGAGEMENT

Le Comité a facilité la participation de ses membres à toutes les activités et mobilisations. Ainsi, nous offrons des collations, les déplacements et un service de gardiennage. Les militantes ont partagé un repas lors des actions et des activités du Comité. Pour les sorties, des billets d'autobus sont distribués. De cette manière, le Comité s'assure que le plus grand nombre de ses membres puisse s'impliquer dans la lutte pour le droit au logement.

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES

ASSEMBLÉE LOGEMENT

L'Assemblée logement est un rendez-vous mensuel incontournable du Comité logement Rosemont. Chaque dernier jeudi du mois, les membres se rassemblent pour partager une bonne soupe chaude préparée par notre équipe de bénévoles dévoués. Ce rendez-vous est aussi un moment privilégié d'éducation populaire. Ainsi, tous les mois, nous abordons une thématique différente en lien avec l'actualité. Cette année, il a beaucoup été question d'austérité, de financement ou encore de droit au logement pour les personnes réfugiées et immigrantes. Cette année, deux

assemblées ont été ouvertes à la population du quartier, à savoir celle dans le cadre du *Mois de la justice* et celle pour le *Mois de la nutrition*. Enfin, l'Assemblée logement est une excellente occasion de mobiliser les membres du Comité sur les activités, actions et manifestations à venir.

30/04/2015	Campagne <i>Le logement, un droit!</i> Le camp du FRAPRU	51 participantEs
01/10/2015	Femmes, logement et pauvreté : Présentation de Émilie Joly du FRAPRU	32 participantEs
29/10/2015	Grève du communautaire, financement des groupes en défense collective des droits et austérité	34 participantEs
26/11/2015	Documentaire « L'austérité n'affecte personne » et Présentation sur les reprises de logement	32 participantEs
28/01/2016	Droit au logement des personnes réfugiées et immigrantes : Présentation d'une intervenante de La Maisonnée	26 participantEs
25/02/2016	<i>Mois de la justice</i> et Quizz sur les hausses de loyer	23 participantEs
31/03/2016	<i>Mois de la nutrition</i> : présentations de Bouffe-Action et de l'Épicerie solidaire	29 participantEs

PRIORITÉ LOGEMENT

Pour la quatrième année consécutive, le Comité logement Rosemont coanime les rencontres de la Priorité logement, issue de la Démarche DRE 2, avec la CDC de Rosemont. Depuis 2014, les participantEs de la Priorité s'intéressent plus particulièrement à la gentrification du quartier et ses impacts sur la vie des locataires de Rosemont.

Un travail en collaboration avec une équipe de recherche de l'UQÀM

L'année 2015-2016 a été forte en réalisations. Au printemps 2015, les membres de la Priorité se sont, tout d'abord, divisés en deux sous-comités de travail afin de dresser un portrait du phénomène dans Rosemont. Le comité recherche a pris le mandat de faire une revue de littérature sur la gentrification alors que le comité consultation populaire a récolté des témoignages et réflexions de la population rosemontoise sur son vécu et ses observations du phénomène dans le quartier. Les membres ont toutefois rencontré des difficultés quant à l'accès et à l'analyse des données statistiques. Dès mars 2015, la Priorité logement a donc approché le Service aux collectivités de l'UQÀM afin de recevoir le support d'une équipe de recherche. Grâce à une subvention Programme d'aide financière à la création et à la recherche (PARFAC) obtenue cet automne, les membres de la Priorité logement sont désormais accompagnés par la professeure en urbanisme Hélène Bélanger et Alex Fortin, étudiant à la maîtrise. L'objectif de ce partenariat est de produire, ensemble, de nouvelles connaissances sur le phénomène de gentrification dans Rosemont. Plus spécifiquement, le mandat de l'équipe de recherche est de documenter le phénomène de gentrification résidentielle et commerciale. Le rôle des participantEs de la Priorité logement est de bonifier les résultats de l'équipe de recherche grâce à leur expérience et leurs connaissances aiguisées du quartier.

En 2015-2016, les rencontres mensuelles de la Priorité ont réuni en moyenne entre 7 à 13 participantEs. Elles et ils se sont toutefois rencontrés à un rythme plus soutenu au printemps 2015, à raison de deux fois par mois, afin d'avancer le travail en sous-comités.

- Rencontres régulières de la Priorité logement : 9 rencontres, 6 à 12 participantEs
- Rencontres du comité de suivi PAFARC avec l'UQÀM : 7 rencontres, 1 à 2 participantEs

TABLE DES REQUÉRANTES



La Table des requérantEs (TDR) est une rencontre de la vie associative qui a lieu le deuxième mardi du mois. Cette rencontre est l'occasion de s'informer et de se mobiliser sur les enjeux relatifs au droit au logement. Les requérantEs sont invitéEs à participer à ces rencontres mensuelles où les campagnes de nos regroupements nationaux sont expliquées en détails. C'est aussi à cette occasion que les nouveaux projets de logements sociaux sont présentés. Cette année, la TDR s'est bonifiée :

présentations visuelles, cahiers plus fournis, animation en trio. L'éducation populaire autonome a coloré les rencontres de la TDR. Les thèmes abordés ont réellement permis aux participantEs d'être outilléEs pour formuler leurs propres analyses, critiques et recommandations ou pistes de solutions. Les échanges et débats qui en ont découlé ont suscité un vif intérêt parmi les requérantEs, dont certainEs ont décidé de s'impliquer à différents niveaux dans les autres activités du Comité.

15/04/2015	Le Camp du FRAPRU	54 personnes
13/10/2015	Élections fédérales, grève du communautaire	22 personnes
10/11/2015	Campagne « Le logement, un droit! »	43 personnes
09/02/2016	Nouveaux projets de logement social	51 personnes
08/03/2016	La stratégie d'inclusion locale	30 personnes

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration (CA) est l'instance décisionnelle qui voit à la saine gestion de l'organisme et à la réalisation du plan d'action voté lors de l'Assemblée générale annuelle. L'année 2015-2016 a été particulièrement chargée pour le CA. En plus des dossiers administratifs et politiques, les administrateurs et administratrices ont dû procéder à l'embauche d'une



nouvelle personne pour assumer la coordination et de deux nouvelles personnes à l'organisation communautaire. Un comité de travail a été mis en place pour mener à bien cette mission.

Le CA s'est réuni à 14 reprises et le quorum a toujours été respecté. Deux administratrices ont quitté le conseil en cours de route pour des raisons personnelles. Le CA a coopté deux membres pour compléter les postes laissés vacants jusqu'à l'Assemblée générale annuelle. Le dossier du sous-financement de l'organisme a occupé beaucoup d'espace. Deux demandes de rehaussement du financement ont été faites auprès de nos bailleurs de fonds. Des membres du CA ont représenté l'organisme à maintes reprises lors des assemblées générales de nos regroupements ainsi que lors des séances mensuelles du conseil d'arrondissement.

Le CA est composé de sept membres votants. Le coordonnateur de l'organisme est également présent pour assurer le lien avec l'équipe de travail.

- Monique Morin : secrétaire
- Margot Olivera : administratrice
- Francis Lapierre : vice-président
- Serge Leclerc : président
- Jeannine Thomas : administratrice
- Robert Davies : administrateur
- Éric Locas : administrateur issu de l'équipe de travail

ÉQUIPE DE TRAVAIL

L'équipe de travail salariée du Comité logement a connu beaucoup de changements en 2015-2016 après le départ de deux personnes qui étaient en poste depuis plusieurs années. Ces postes laissés vacants ont été comblés par de nouvelles personnes qui ont su rapidement s'intégrer à l'équipe de travail et qui ont su s'acquitter de leurs nouvelles tâches avec brio. Le stagiaire en travail social de l'année précédente a été embauché pour prêter main-forte à l'équipe de travail. Sa contribution a été particulièrement appréciée pour l'organisation



de l'Assemblée générale annuelle. Une personne membre du Comité logement a été embauchée pour assurer l'accueil un peu plus tardivement à l'automne cette année. Ce poste étant temporaire faute de financement adéquat, la personne nous a quittés un peu avant la fin de son contrat pour aller occuper un emploi offrant une permanence. À cette équipe salariée se sont greffés deux stagiaires du département de droit de l'Université de Montréal. L'aide apportée par ces deux étudiantes aura été très précieuse.

L'ENSEMBLE DE L'ÉQUIPE

- Alice Châtel, organisatrice communautaire
- Caroline Magnier, organisatrice communautaire
- Charles-Hugo Desroches, intervenant communautaire
- Éric Locas, responsable du service aux locataires
- Fanny Gaudreault-Villemur, stagiaire en droit
- Martine Poitras, coordonnatrice - avril et mai 2015
- Mireille Jalbert, organisatrice communautaire - avril à septembre 2015
- Nathalie Parent, agente à l'accueil - avril à juin 2015
- Sébastien Laliberté, coordonnateur
- Tina Arsenault, agente à l'accueil
- Virginie Gagnon-Dubreuil, stagiaire en droit

L'équipe de travail est responsable de la mise en oeuvre du plan d'action voté par les membres de l'organisme lors de l'Assemblée générale annuelle. Ces dernières et derniers sont appelés à contribuer à l'organisation et à participer aux activités organisées par l'équipe de travail.

ANNEXE SIGLES ET ACRONYMES

AGA	Assemblée générale annuelle
AIRBNB	Plateforme de location de logements de particuliers
ASSÉ	Association pour une solidarité syndicale étudiante
BRIC	Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation
BSQ	Bâtir son quartier
CA	Conseil d'administration
CDC	Corporation de développement communautaire
CLSC	Centre local de services communautaires
COCO	Comité de coordination
CSDM	Commission scolaire de Montréal
CSSS	Centres de santé et de services sociaux
DRE	Décider Rosemont ensemble
EMICA	École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration
FRAPRU	Front d'action populaire pour le réaménagement urbain
GRT	Groupe de ressources techniques
OBNL	Organisme à but non lucratif
PAFARC	Programme d'aide financière à la création et à la recherche
PL	Priorité logement
RCLALQ	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
RODCD	Regroupement des organismes en défense collective des droits
SACAI	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
SDA	Société de développement Angus
TDR	Table des requérants
UDM	Université de Montréal
UQÀM	Université du Québec à Montréal



COMITÉ LOGEMENT
ROSEMONT